

LA GESTION DU PATRIMOINE FORESTIER DANS UN SECTEUR FRAGILE :

Les grassfields du Bamenda (Cameroun anglophone)

Georges COURADE

Géographe

Les hauts plateaux du Bamenda (province du Nord-Ouest) présentent des paysages de savanes herbeuses (Grassfields) résultant de la dégradation de forêts d'altitude par l'action humaine. Collines dénudées, fonds de vallées colonisés par les raphiales, arbres d'ombrage au-dessus des caféiers *Arabica*, plantations d'eucalyptus par grappes ou le long des routes, kolatiers et autres arbres fruitiers autour des cases traduisent une domestication et une transformation complète du paysage forestier originel par des populations sédentaires, nombreuses et dynamiques, partageant avec les Fulanis, aux troupeaux de plus en plus importants, un espace qui apparaît de plus en plus limité, eu égard aux techniques employées. Les formations forestières réapparaissent dans les basses plaines du pourtour du plateau (vallées de la Donga, de la Katsina Ala, de la Menchum et de la Momo) et sur les hauteurs granitiques ou basaltiques. Plusieurs types de forêts peuvent être rencontrés, de la forêt dense tropicale de la cuvette de Mamfé aux savanes arbustives de la partie septentrionale en passant par la forêt de bambou d'altitude du mont Oku à 3 000 m d'altitude.

Le « patchwork » bocager et verdoyant rappelle les paysages de l'Ouest hamiléké et les civilisations agraires sont étroitement apparentées. Trois différences cependant : une moindre charge humaine, une densité animale supérieure, une gestion du patrimoine forestier plus attentive sous le mandat britannique.

Cette région est donc marquée par une certaine rareté de l'arbre et sa domestication, un effort de reboisement par l'introduction de nouvelles espèces (conifères), une compétition acharnée entre paysans et pasteurs pour la conquête de tout l'espace utile

repoussant l'arbre dans des secteurs inaccessibles, et donnant prise à l'érosion. Sur 17 409 km² vivaient dans un voisinage difficile, 950 000 personnes et 350 000 têtes de gros bétail. La densité humaine de 57 hab. au km² en moyenne, dépassait les 75 dans quatre arrondissements du sud du plateau (Jakiri, Ndop, Bamenda et Mbengwi). La charge animale excédait les 30 têtes de gros bétail au km² dans quatre circonscriptions où la densité se situait entre 55 et 75 hab. au km² (Nkambe, Kumbo, Fundong et Mbengwi). La compétition spatiale s'avérait donc particulièrement aiguë dans la partie méridionale et centrale du plateau. La gestion traditionnelle des troupeaux supposait, d'après les experts, 6 ha par tête de bétail. Le recensement agricole de 1972/73 donnait une superficie physique cultivée de 120 753 ha pour 90 000 exploitations. BAWDEN et LANGDALE BROWN (1958) estimait la superficie dévolue à la forêt, à 14,3 %, aux pâturages, à 44 %, et à la culture à 25 % (17 % mixte) dans une étude portant sur 15 000 km² du Bamenda. L'expansion des cultures et le développement de l'élevage passent donc par une intensification des méthodes de gestion, ce qui ne semble pas encore à l'ordre du jour. Les activités agro-pastorales ont, le plus souvent, tenté de conquérir de nouveaux espaces au détriment des jachères et des forêts, accentuant, de ce fait, les processus d'érosion.

Les Britanniques, au vu de cette situation, agirent, comme à l'accoutumée, plus par incitation que directement, s'appuyant sur les *Native Authorities* représentant les communautés locales, arbitrant, au besoin, les conflits. Pour les communautés villageoises, l'arbre est un élément vital pour un ensemble très varié de besoins : bois d'œuvre, de chauffage, nourriture,

boisson et matière première pour un artisanat toujours vivant. La création de réserves de bois de chauffage fut considérée comme prioritaire et des « *fuel plantations* » furent créées dans les terres communautaires des chefferies les plus importantes, à leurs confins, dans leurs marches frontalières aux limites territoriales contestées. Le *Forestry department* fournit des essences à croissance rapide et forma les gardes forestiers en vue d'une exploitation rationnelle de celles-ci. 19 *Fuel plantations* existent aujourd'hui totalisant 1 678 ha et dont la taille varie entre 3 et 600 ha. Créées après guerre, elles ont répondu à l'attente des populations jusqu'à la disparition de l'État fédéré du Cameroun Occidental dont les fonctionnaires maintinrent, tant bien que mal, le style de gestion inauguré par les Britanniques. La situation s'est dégradée progressivement avec l'apparition de « *businessmen* » du bois ravitaillant les citadins, notamment ceux de Bamenda, obtenant des coupes non programmées. Dans la capitale provinciale même, l'extension de la ville s'est faite au détriment des domaines (*estates*) forestiers à Mendankwe et à Nkwen.

Dans les secteurs comportant des massifs forestiers importants sans noyaux villageois (basses plaines, no man's lands entre chefferies), des réserves forestières furent créées dans les années trente : Fungom, Kom-Wum, Mbembe, Bafut-Ngemba, Bali-Ngemba. Ces zones sauvegardées — sans être intouchables comme en territoire francophone — supposaient entretien, surveillance, sélection et régénération. A

la charge du pouvoir central (Lagos, Enugu, Buea et Yaoundé), elles n'ont pas reçu l'attention et les crédits nécessaires si bien que des parties de ces périmètres sauvegardés ont été incorporés aux terroirs villageois, et l'exploitation du bois s'y fait de manière désordonnée malgré les amendes des gardes forestiers. Les secteurs laissés à la garde des villageois ont subi l'effet des défrichements consécutifs à l'expansion de l'arabiculture, de la riziculture et des cultures vivrières qui conquièrent les hauteurs et les bas-fonds, si bien que l'on envisage aujourd'hui de protéger la forêt d'Oku, du cratère de Mbi et de la Mbaw plain. Dernier avatar de l'exploitation forestière : la collecte à des fins médicinales des écorces de *Pygeum Africanum* dans le secteur d'Oku et de Tadu (département de la Bui).

L'extension de l'ensemble des activités agricoles et pastorales avec l'introduction de nouvelles cultures commerciales, de techniques de cultures permettant un accroissement de la taille des exploitations (culture attelée, mécanisation adaptée) en même temps qu'une croissance démographique et urbaine fortes, appellent une politique de l'arbre dans l'intérêt des populations et des équilibres écologiques à sauvegarder dans un milieu fragile. Rien, à l'heure actuelle, ne ressemble à une stratégie d'ensemble qui reprendrait ce qu'avait ébauché le mandataire britannique.

Manuscrit reçu au Service des Éditions de l'O.R.S.T.O.M. le 21 juillet 1980.